

nous tracer, nous nous éloignerons encore davantage des principes qui ont guidé dans le passé notre vie nationale. <sup>(1)</sup>

## II

Mais nous avons marché depuis 1898. Les journaux canadiens-français ont dit si souvent, pour expliquer notre échauffourée sud-africaine ou pour excuser d'avance d'autres folies semblables, qu'une colonie « n'a pas le droit de refuser des secours à la métropole en danger » et qu'il faut bien « essayer de concilier les obligations de l'état

---

(1) Depuis la composition de cet article, j'ai mis la main sur une dépêche parue dans les journaux canadiens le 30 mars et disant que toute la grande presse anglaise est enchantée du « loyalisme » de nos législateurs.

Cette dépêche se lisait ainsi :

LONDRES, 30 mars (C. A. P.).—La politique navale canadienne reçoit l'approbation unanime de la presse. Le *Morning Post* y voit une occasion exceptionnelle pour la diplomatie impériale. Le *Standard* dit que Laurier n'adresse pas ses paroles à Ottawa seulement, ni même à Londres, mais aux autres capitales, où, peut-être, elles seront plus inattendues et moins bienvenues. Le *Mail* dit : « Les paroles de Laurier ne seront pas oubliées. » Le *Graphic* : « Au point de vue purement stratégique, l'attitude prise par la Nouvelle-Zélande est sans doute très recommandable, mais les intérêts politiques militent fortement pour la politique où le Canada est définitivement engagé. » L'*Express* : « Ce débat est la preuve éloquente que le Canada prend conscience de ses responsabilités. »

Par là encore, on voit qu'il n'y a qu'une manière d'interpréter la déclaration de notre parlement, dans les journaux que l'intérêt de parti n'oblige pas au mensonge perpétuel.—O. A.